

PROGRAMME NUCLEAIRE pour l'indépendance

Le 6 mai, l'Assemblée nationale doit débattre du programme nucléaire mis au point par le gouvernement pour faire face aux besoins énergétiques d'ici 1985. L'enjeu de ce programme est considérable : aujourd'hui la France importe plus de 75 % de l'énergie consommée, cette dépendance énergétique devant être ramenée aux environs de 50 % en 1985.

Le pétrole représente les deux tiers de l'énergie et il provient en majeure partie du Moyen-Orient. On ne peut donc analyser le programme nucléaire sans replacer cette décision dans le cadre de la rivalité croissante des deux superpuissances pour le contrôle de l'Europe et principalement la superpuissance la plus agressive : le social-impérialisme russe. Compte tenu de la place actuelle du pétrole, il suffit à une des superpuissances d'envahir et de tenir le Moyen-Orient, ou plus simplement de bloquer les routes maritimes qui le relie à l'Europe, pour mettre à genoux la France et plus généralement l'Europe, en contrôlant son approvisionnement énergétique et donc l'ensemble de son économie.

Le programme nucléaire, consistant à engager la construction de six tranches chaque année, permettra de ramener la part du pétrole à 40 % en 1985 et donc de réduire la dépendance énergétique, d'assurer une meilleure indépendance par rapport aux deux superpuissances.

Rien d'étonnant à ce que les révisionnistes, agents du social-impérialisme, mènent une grande campagne contre le programme nucléaire : « nous disons non à la politique nucléaire du pouvoir. Politique antidémocratique, anti-sociale, politique qui sacrifie l'intérêt national. » (Leroy le 27 février).

Dans le même temps, certaines personnes mènent campagne contre le nucléaire pour toutes sortes de « bonnes raisons » touchant à la sécurité, à la protection de la nature, etc. mais qui révèlent leur nature profondément réactionnaire, basée sur le pessimisme et l'idéalisme.

Les communistes marxistes-léninistes approuvent au contraire le programme nucléaire qui permet seul de renforcer l'indépendance nationale. Cependant ils exigent dès aujourd'hui :

- 1 — que toutes les mesures de sécurité soient effectivement prises, quel qu'en soit le coût,
- 2 — que pour ses approvisionnements en matières premières (pétrole, uranium naturel, etc.) la France passe des accords sur un pied d'égalité avec les pays du tiers monde,
- 3 — que les moyens soient effectivement pris pour assurer l'indépendance « technologique », la filière utilisée étant de provenance américaine, mais pouvant être aisément reprise et adoptée par EDF et le CEA.

Si le gouvernement veut vraiment assurer l'indépendance énergétique de la France, qu'il refuse le chantage pro-social-impérialiste du P«C»F, qu'il applique ces différentes mesures.

Raoul Quentin